

REVISTA DE ESTUDIOS FRONTERIZOS DEL ESTRECHO DE GIBRALTAR

REFEG (NUEVA ÉPOCA)

ISSN: 1698-1006

GRUPO SEJ-058 PAIDI

LA FEMME MAROCAINE DANS LE PROCESSUS DE PARTICIPATION POLITIQUE

LAILA HILAL

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Tanger
Université Abdelmalek Essaadi
hilal.laila2000@gmail.com

FRANCISCO ALBERTO VALLEJO PEÑA

Facultad de CC. Económicas y Empresariales- Área de Sociología
Universidad de Málaga
favallesjo@uma.es

REFEG 3/2016

ISSN: 1698-1006

LAILA HILAL

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Tanger
Université Abdelmalek Essaadi
hilal.laila2000@gmail.com

FRANCISCO ALBERTO VALLEJO PEÑA

Facultad de CC. Económicas y Empresariales- Área de Sociología
Universidad de Málaga
favallejo@uma.es

LA FEMME MAROCAINE DANS LE PROCES- SUS DE PARTICIPATION POLITIQUE

SUMARIO: I. INTRODUCCIÓN. II. FUNDAMENTOS TEÓRICOS. III. OBJETIVO Y METODOLOGÍA. IV. MUJERES Y POLÍTICA: ANÁLISIS DE VALORES. V. CONCLUSIONES. VI. BIBLIOGRAFIA.

RESUME: Dans le monde islamique, un changement social chez les femmes se prépare. Il est essentiel à l'émergence des femmes comme acteur majeur dans les institutions publiques, politiques et associatives. Un changement décisif doit être promu et porté par les femmes elles-mêmes. Pour évaluer les effets d'un processus si important, nous avons considéré la perception que les femmes marocaines ont elles-mêmes de leur société en utilisant le point de vue des valeurs. Nous avons donc exploité les résultats de l'Enquête Mondiale des Valeurs (EMV) au Maroc (données de 2001, 2007 et 2011) pour obtenir une vue longitudinale afin de fournir une analyse des changements récents. Nous avons également opposé les informations obtenues dans les témoignages de la recherche qualitative que nous avons menée pour l'Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement (AECID) sur l'exercice biennal 2007-2008.

MOTS CLES: CONSTRUCTION DE L'IDENTITE, PARTICIPATION POLITIQUE, ESPACE PUBLIQUE, VALEURS.

SOMMAIRE: I. INTRODUCTION. II. FONDEMENTS THEORIQUES. III. OBJETIF ET METHODOLOGIE. IV. FEMMES ET POLITIQUE : ANALYSE DES VALEURS. V. CONCLUSIONS. VI. BIBLIOGRAPHIE.

RESUMEN: En el mundo islámico, un importante cambio social en las mujeres se está gestando. Dentro de este proceso resultará esencial el protagonismo de la mujer en su participación en las instituciones públicas y políticas, ya que el cambio debe ser impulsado por ellas mismas. Para evaluar los efectos sociopolíticos de tal proceso, hemos considera-

do varios indicadores de la percepción que las mujeres marroquíes tienen sobre la evolución de su propia sociedad a través de la perspectiva de los valores. Para ello, hemos explotado algunos resultados de la Encuesta Mundial de Valores (EMV) en Marruecos (datos de 2001, 2007 y 2011) con objeto de aportar un enfoque longitudinal sobre los cambios más recientes relativos a la integración de la mujer en la vida institucional del país. Asimismo, estos resultados se han contrastado con la información obtenida en los trabajos de campo cualitativos que hemos realizado para la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID) en el bienio 2007-2008.

PALABRAS CLAVES: CONSTRUCCIÓN DE LA IDENTIDAD, PARTICIPACIÓN POLÍTICA, ESPACIO PÚBLICO, VALORES.

ABSTRACT: In the scope of the Islamic world a change in the women is being developed and –in this context- Morocco is one of the vanguard countries. For the consummation of the process the protagonist of women is essential, as excellent actor in the public institutions, and getting into political participation and associationism. This is a determining change that will have to be promoted and culminated by the own women, so and as one has occurred previously in the pioneering countries in the western society. In order to calibrate the effects - and at the same time causes of so important process-, we have verified the perception of themselves and its society of the own Moroccan women resorting to the perspective of the values. So we are operating the results of the World Values Survey (WVS) in Morocco (data of 2001, 2007 and 2011) to obtain therefore a longitudinal vision that facilitates the analysis of the recent change of incorporation process in the women, and their political participation. Also, we are completing this information with the testimonies obtained in parallel qualitative investigations, redacted for the Spanish Agency of International Cooperation (AECID) in biennium 2007-2008.

KEY WORDS: CONSTRUCTION OF IDENTITY, POLITICAL PARTICIPATION, PUBLIC SPACE, VALUES.

SUMMARY: I. INTRODUCTION. II. THEORETICAL FOUNDATIONS. III. OBJECTIVE AND METHODOLOGY. IV. WOMEN AND POLITICS: VALUES ANALYSIS. V. CONCLUSIONS. VI. BIBLIOGRAPHY.

I. INTRODUCTION

Que ce soit au niveau du champ économique, politique, démographique ou social, au Maroc, on observe une situation de changement intense. Dans n'importe lequel de ces champs, on trouve le mouvement de la femme. Ce mouvement est perçu comme lent et très graduel du point de vue occidental, mais qui est rapide pour les générations précédentes qui ont vécues en quarante ans une dynamique de changement sans précédent dans l'histoire du pays. Preuve en est le ralentissement du phénomène migratoire caractérisé par les femmes (Gonzalez, 2006) et les mineurs de ces dernières années. Lequel phénomène était interprété comme une agonie d'une société en quête d'une vie meilleure. Cette perspective a capté l'attention de notre équipe de recherche.

L'objectif de ce présent travail est l'analyse des nouvelles perspectives qui s'ouvrent aux femmes marocaines dans le champ politique et institutionnel, tout en se centrant sur la référence essentielle qu'est l'évolution de leurs valeurs. Aussi cette dimension a été retenue pour sa représentativité le champ du paradigme de la modernisation, essentiel dans la limitation théorique de cette recherche.

Nous avons obtenu une première approximation à ces questions, dans une perspective qualitative à travers l'exécution du Projet « L'identité de genre de la femme marocaine » (Hilal y Vallejo, 2008 y 2009), et ce sur la base d'entretiens réalisés avec des femmes marocaines résidentes dans le Nord du Maroc et en Andalousie. De plus, les données recueillies ont été comparées avec celles d'un groupe de discussions constitué de techniciens et d'expertes, sur société marocaine dans une perspective de genre.

Toutefois, dans notre désir de croiser les informations à valeurs quantitatives, nous avons analysé les résultats générés par l'Enquête Mondiale sur les Valeurs au Maroc (EMV, 2010-2014) en 2001, 2007 et 2011 afin d'obtenir une approche longitudinale qui nous a permis de réfléchir sur l'évolution récente de ces valeurs, se référant à la dimension « participation politique et sociale ».

II. FONDEMENTS THEORIQUES

Dans le cadre théorique nous souhaitons mettre en évidence trois aspects clés pour la recherche. Dans un premier temps, résumer la vision sur la situation des femmes marocaines dans la participation institutionnelle de certaines importantes auteures s'étant récemment exprimées à travers des contributions sur le développement et la modernisation du Maroc dans une perspective de genre. Dans un deuxième temps, nous allons mettre en évidence la perspective théorique de la modernité en termes de modification des valeurs de Ronald Inglehart. Et enfin dans un troisième temps, nous ferons la synthèse des conclusions obtenues par notre équipe de recherche dans les études qualitatives précédentes.

Le changement qu'a connu la femme au Maroc peut paraître très lent du point de vue occidental, mais pour les marocains, c'est un saut qualitatif très important qui s'est produit en un temps très court. Dans ce sens, dans un de ses travaux, Laila Chafai (Chafai, 2007) a dit : « il y a seulement 50 ans presque toutes les femmes marocaines étaient ou femmes au foyer ou esclaves. Presque toutes étaient analphabètes et il leur était interdit de sortir de leur maison, sauf cas exceptionnel. Les traditions et les valeurs dominantes se concentraient autour de formes de pensées superstitieuses et obscurantistes. Elles n'avaient pas le droit de choisir leur futur mari, les parents imposaient leurs décisions et les enfants, hommes ou femmes, devaient s'y tenir. Les unions se formaient dans la tribu, souvent avec le cousin. Compte tenu de la structure de la famille patriarcale étendue, l'épouse se trouvait sous l'autorité de sa belle-mère qui décidait de son destin. La polygamie était un phénomène structurel. » A partir de ces constatations, nous pouvons dire que la réalité de la femme marocaine a beaucoup changé, et dans ce sens l'auteur marocaine se prononce sur le changement qui s'est produit à la fin du XXème siècle :

«Avec l'expansion de la vie urbaine et la décentralisation du pouvoir, la scolarisation des enfants des deux sexes, la participation massive de la femme dans la vie publique et toutes les manifestations de la vie moderne comme extension de la famille nucléaire, ont émergées de nouvelles valeurs et de nouvelles struc-

tures. L'appartement dans tout le territoire urbain apparaît comme une révolution contre la maison traditionnelle. (...)” (Chafai, 2007).

Dans le discours de la femme marocaine, contrairement à ce que pense la majorité des occidentaux, elle ne se présente pas et ne s'identifie pas comme faible ou secondaire dans la vie familiale, ni ne semble une personne dépendante à la recherche continue d'une protection de l'homme. Cependant, les choses changent radicalement quand nous les questionnons sur leur projection politique et sociale. Ici, nous trouvons un champ que cette même femme concède à l'homme : l'homme est le plus adéquat pour la participation et la représentation dans la vie publique. Dans l'Islam et dans l'histoire des sociétés musulmanes, les institutions publiques se sont centrées sur de l'homme, et cet androcentrisme, instauré et cristallisé, est un précédent et un obstacle difficile à surmonter, malgré les conditions favorables que la modernité a apporté à la femme.

Cela ne signifie pas, dans l'absolu, que la participation de la femme dans la gestion des problèmes sociaux et la prise de décisions ne soit pas importante. La femme marocaine, a su –à sa manière- contrôler, influencer et conditionner.

Sa situation en tant que puissance factuelle et secrète au sein de la famille nucléaire témoigne de cela :

“L'institutionnalisation de la domination masculine sur les femmes et les enfants dans la famille et l'extension de cette domination sur la société en général, implique que les hommes détiennent le pouvoir dans toutes les grandes institutions de la société et que les femmes sont privées d'accès à ces institutions. Toutefois, en aucun cas cela implique que les femmes sont complètement dépourvu de pouvoir ou privés de leurs droits, d'influence ou de ressources.” (Lerner, 1990: 23).

Il est également important de noter que tous les changements sociaux conduits par les modèles établis au cours du XXe siècle, le paradigme de la modernité doit avoir le caractère endogène. A propos, Carlota Solé (Solé, 1997: 121) affirme: “chaque société expérimente son propre processus de modernisation, selon l'existence de conditions concrètes, spécifiques et d'agents de modernisation propres et capables d'induire ou d'importer les changements scientifiques, technologiques, sociaux et politiques qui déclenchent le processus”.

Autrement dit, doivent être évités les courants ou les tendances qui font tomber une société dans l'artificialité, recherchant le changement pour le changer, avec pour désir le "convenable" label de modernité. La revue de littérature sur le phénomène suggère que les femmes marocaines doivent initier et mener leur propre changement, adapté à leurs habitudes socioculturelles et aux besoins déjà expérimentés. Les scientifiques sociaux doivent s'habituer à l'idée que l'émancipation des femmes dans les pays occidentaux a suivi un autre processus, seulement extrapolable dans certains parallèles qui seront discuter plus tard dans cet article.

La recherche sur les causes du processus de changement sociale décrit, montre que la littérature présente deux grandes lignes thématiques: l'accès de la femme au travail rémunéré (celui que nous appellerons premier pilier) et son nouveau rôle dans le domaine de la formation (deuxième pilier). En ce qui concerne le premier pilier nous devons souligner que

le travail rémunéré est l'élément important qui a permis de rompre avec les modèles établis. Non seulement les hommes voient autrement leurs femmes, mais aussi elles-mêmes se voient comme des actrices sociales plus actives et contrôlant le changement social. L'histoire confirme que ce phénomène n'est pas nouveau. Déjà dans la société occidentale, dans la première moitié du XXe siècle, le travail rémunéré a été une étape essentielle durant les mouvements sociaux des femmes. A partir de là, la femme s'est affirmé comme un acteur essentiel dans le fonctionnement des institutions économiques et a gagné de l'indépendance et du pouvoir de décision de auprès de l'homme. Ceci est principalement dû à la nouvelle capacité acquise lui permettant de mobiliser ses propres ressources ainsi que des contributions monétaires à l'économie familiale.

Dans ce sens, il est important de souligner que la participation des femmes à l'économie et au travail a toujours existé, depuis des temps immémoriaux. Suivant l'histoire de l'économie marocaine, la femme a toujours travaillé avec plus de dureté que l'homme, apportant l'essentiel des besoins alimentaire de la maison et ce en combinant des tâches disparates tels que l'éducation des enfants tout en soutenant les activités entreprises par le mari (Mernissi, 1999). Ce foyer a été comme un centre pour l'activité féminine, puis s'est projeté aussi vers l'extérieur.

Dans ce sens, les conclusions du Rapport sur le Développement Humain (RDH, 2006) se résument comme suit :

“Ce qui est frappant c'est que les femmes marocaines, ne sont pas seulement dans une situation injuste d' inégalité, mais elles le sont en dépit du rôle économique et social très important qu'elles jouent, qui pourrait se résumer dans le fait généralisé de s'occuper de tout ce qui est relatif à la reproduction sociale et du soin de la famille, alors qu'elles sont, très souvent, les réels soutiens de la famille, généralement par le développement d'activités économiques de subsistance dans l'agriculture ou l'élevage, la fourniture de services ou la fabrication ou la production des produits manufacturés dans l'économie informelle, qui dans cette région (nord) est très développée ” (RDH, 2006b: 245).

Les avis de Mernissi sont extrapolables à d'autres sociétés traditionalistes, et nous pouvons même trouver des références très proches dans les zones rurales des pays occidentaux. Tel est le cas par exemple, du monde rural espagnol sur lequel Mercedes Camarero (Camarero, 2003: 4) affirme : “les occupations extra-domestiques des femmes rurales sont fortement associés aux rôles traditionnels des femmes, s'occupant d'activités, que certaines ne supposent même pas que cela ne fait pas partie de son activité domestique”.

C'est alors, quand la femme projette son activité économique dans la sphère publique qu'elle consolide son rôle actif. Dans ce processus, la rémunération est un élément essentiel, tant pour son importance pour l'entretien de la maison comme pour des questions purement symboliques. Le salaire devient alors plus qu'une simple force économique, il acquiert un aspect symbolique en tant qu'outil facilitateur de l'émancipation des femmes (Alcalde, 2002). A partir de là, la femme peut prendre en main ses projets personnels, s'éloignant des réseaux dans lesquels elle est restée enchevêtrée quand elle était dépendante du revenu de son mari. Cette projection publique des femmes à travers le travail est essentielle pour faire ses premiers pas dans la participation politique et institu-

tionnelle. Pour que les désirs d'indépendance se réalisent dans la vie réelle, les femmes doivent compter sur un deuxième pilier : la formation, facteur déterminant dans le travail. Dans la société actuelle, le développement économique d'un pays nécessite l'éducation de ses femmes, car il existe une relation étroite entre le développement économique et l'augmentation des possibilités d'éducation et d'emploi des femmes (Alberdi, Escario y Matas, 2000). En ce sens, le phénomène récent de l'émergence des femmes marocaines dans les universités est remarquable. Il a connu une croissance énorme dans la dernière décennie, monopolisant plus de 50% des places dans les universités (Informe RDH, 2006).

Elles recherchent de cette manière davantage qu'un titre ou une situation dans le marché du travail, elles produisent un des embryons du changement. Cela a été aussi, dans les pays occidentaux, un des premiers pas dans les mouvements féminins. Dans ce nouveau panorama, l'homme n'est plus le seul possible gagnant dans n'importe quelle dimension socioculturelle. Il voit son territoire menacé. Les femmes assument des rôles de responsabilité, pénétrant progressivement le monde du travail et de l'institutionnel : chefs de service, places universitaires, des postes où elles peuvent développer une position de chef. Elle participe maintenant financièrement aux besoins du foyer et attend respect et compréhension. Elle exige également que sa voix soit entendue dans les processus de prise de décision et d'élaboration des politiques qui la concernent.

D'autre part, Inglehart et Welzel (Inglehart y Welzel, 2005 : 63-64) soutiennent que

« la polarisation démontrée dans la dimension matérialisme- post matérialisme reflète, fréquemment, un changement des valeurs entre générations dans les nombreux pays qui accèdent à la modernité qui voient une sécurité économique garantie et qui n'était pas le cas pour les plus âgés. Actuellement, la liberté d'expression se manifeste à travers la construction de nouvelles valeurs, en créant de nouveaux besoins sociaux : la défense de l'environnement, la tolérance et la participation sociale dans la vie politique et économique. En outre, sont considérées comme des valeurs positives l'intégration des minorités, comme par exemple les immigrés ou les homosexuels, et l'égalité des sexes ».

Autrement dit, tant l'ouverture d'une société à la participation politique que l'émergence de la femme dans ce domaine, exigeant son émancipation et son égalité, sont des phénomènes indicateurs de postmatérialisme, et donc de modernité, du point de vue Inglehart. La grande deuxième dimension bipolaire est la traditionalisme-laïcisation, qui comprend –dans une moindre mesure- le mouvement d'émancipation de la femme (plus proche de la laïcisation et au détriment du traditionalisme).

En observant la position du Maroc dans le cadre bidimensionnel de Inglehart publié dans la World Value Survey 2005, il se présente comme une société aux antipodes de la modernité (données de 2001), avec un faible score à la fois sur la dimension matérialisme-postmatérialisme et le traditionalisme-laïcisation. Cette vision, contraste quelque peu avec la perception obtenue par la recherche qualitative de notre équipe mentionnée ci-dessus en 2007-2008. Concernant la participation politique et sociale de la femme marocaine les discours confirment le traditionalisme et le caractère patriarcal du pays, bien que reflétant, en même temps, une mobilisation idéologique qui appelle au changement social à moyen terme. Ces résultats soulignent sans cesse que, malgré l'oppression du patriarcat, la femme a

commencé à travailler en dehors du foyer (élément dynamisant et essentiel dans ces processus de changement), et se mobiliser et s'impliquer partenaire comme jamais elle ne l'a fait. la société marocaine présente des indices qui montrent que son particulier mouvement de la femme est en marche.

Quoi qu'il en soit, les progrès remarquables dans le monde de l'éducation et du travail rencontrent des obstacles majeurs qui les empêchent de se transformer en représentation institutionnelle et en activisme dans la politique et la vie sociale. Dans notre rapport AECID de 2008 nous avons dégagé une des conclusions:

« D'autre part, la femme marocaine, n'a pas cessé de concilier son rôle de genre avec l'activité politique, tiraillée par la tradition. Dans ces cas, la tendance est de responsabiliser l'homme. Dans quelques déclarations recueillies lors d'entretiens, on perçoit, aussi, un sentiment d'infériorité par rapport à l'homme quant aux compétences nécessaires à la vie politique. Notre équipe a eu le sentiment que le changement de mentalité dans la classe moyenne féminine marocaine est loin de se faire ».

Aussi, certaines femmes marocaines parmi celles qui ont pris des postes de responsabilité expriment de vives critiques envers les obstacles rencontrés dans la communauté musulmane et qui les empêchent de jouer pleinement leur responsabilité comme égales à l'homme.

La femme -qui tente d'échapper à ces stéréotypes et ces préjugés sur le genre- doit les affronter quotidiennement dans leur travail.

« J'ai moins confiance aux hommes depuis que je travaille et que je les rencontre. Ce qui est incroyable, c'est que pour m'entretenir avec un coordinateur, il exige une personne intermédiaire (...) en plus, on a encore peur de l'administration, un manque de confiance pour affronter la police, l'assistante sociale, le juge, ... l'analphabétisme est un obstacle majeur. Lorsque les femmes sont instruites et travaillent, leurs chances d'être écoutées augmentent » (Hilal y Vallejo, 2008).

En ce qui concerne les relations sociales quotidiennes entretenues par la femme, l'homme conserve encore un contrôle important sur ces relations sociales, sauf dans le cas des relations de travail dans le travail rémunéré.

Cependant, nous ne devrions pas identifier la pratique de l'islam comme le seul facteur menant à cette subordination aux réseaux sociaux du père ou du mari. Comme nous l'avons conclu dans le rapport AECID 2008 : "En fait, cette religion s'est développée dans les sociétés qui étaient déjà patriarcales et certains auteurs oublient les considérations pan religieuses de la vie (Ramírez, 2004). En fait, tant l'islam comme la subordination des femmes répondent généralement au service de la structure sociale. L'idéologie basée sur l'Islam est arrivée à posteriori pour justifier un système de relations de genre asymétrique et qui se caractérise par une illégitime subordination des femmes aux hommes. Ces déséquilibres s'atténuent par la fusion d'une minorité musulmane avec des communautés pratiquant une autre religion, comme c'est le cas en Andalousie.

La subordination prend une allure plus modérée, mais reste fortement présente, dans le sens des revendications exprimées par les cultures fortes.

«[...]Parmi les trois groupes essentiels de relations que compte la femme marocaine: la famille élargie, le voisinage et le travail, ce n'est que dans le premier qu'il lui est possible d'établir des relations amicales avec un homme. Pour les autres groupes, l'amitié avec un homme est seulement possible dans des familles qui ne sont pas régies par des modèles islamiques classiques. La proximité des autres hommes ne sera possible que sous le contrôle d'un homme (tuteur) le père ou le mari. L'inertie sociale dans laquelle la femme se meut lui rend impossible l'établissement d'amitiés masculines. En d'autres termes, elle ne peut pas choisir ses propres amis quand ils ne sont pas du même sexe ». (Hilal y Vallejo, 2009).

Les témoignages des enquêteurs du travail de terrain qualitatif mené dans notre étude révèlent un panorama de relations sociales fermées, dans lesquelles le travail à l'extérieur du foyer permet un espace de liberté pour se faire des amis et ne pas resté circonscrite seulement au noyau familial et à l'homme. Pour la majorité des marocaines, il y a eu un avant et un après, après leur intégration à l'activité de travail en dehors du foyer. Il s'agit d'un contexte qui permet l'établissement de relations et de réseaux personnels. Cela a permis à la femme de voir le monde différemment, sous d'autres angles et s'appuyant sur d'autres conceptions et d'échange de points de vue, elle prend de nouvelles bases de l'ouverture institutionnelle et la participation politique.

Pourtant, à la femme marocaine se présente un long chemin à parcourir, affrontant également la difficile controverse entre le désir de progrès et la persistance des traditions (Soriano, 2004).

III. OBJECTIF ET METHODOLOGIE

L'objectif essentiel de notre recherche est d'évaluer l'impact du changement social récent vécu au Maroc dans le système des valeurs hommes et des femmes en matière de participation politique et sociale. Dans cette dimension, nous avons mis l'accent sur la mesure du degré d'ouverture du système de valeur de ladite intégration des femmes dans la vie publique et la représentation institutionnelle. Ce facteur est essentiel dans le processus de modernisation que connaît le pays.

Nous avons l'intention d'étendre les enquêtes préliminaires qualitatives -soulignées dans le cadre théorique- en croisant les résultats avec d'autres référents quantitatifs (voir Figure 1). À cette fin, nous avons analysé la World Values Survey (WVS) 2001, 2007 et 2011 (dimension participation politique et sociale). Ces deux dates correspondent aux deux dernières collections de données du WVS et nous aident à obtenir un portrait longitudinal du changement social et politique dans un pays d'Afrique du Nord, en analysant si dans les dix dernières années entre ces deux dates de référence il s'est produit une véritable évolution dans les attitudes face à la politique et la vie des citoyens.

FIGURE 1. Méthodologie: cadre de travail

<p>1. PHASE QUALITATIVE (2008-2010): L'identité de genre de la femme marocaine (I et II); Projets PCI-AECID</p> <p style="text-align: center;">+</p> <p>2. PHASE QUANTITATIVE (2009): Analyse des données de la WVS 2001- 2007-2011</p>
<p>= Vérification d'hypothèses: OUVERTURE (1) et CONVERGENCE (2);</p> <p>Apport de nouvelles conclusions.</p>

Comme guide essentiel de la recherche, deux hypothèses ont été formulées. La première postule qu'entre 2001 et 2007 nous trouveront des changements significatifs dans les attitudes des hommes et des femmes, et qu'il se développe dans la société marocaine le processus d'ouverture vers l'intégration de la femme dans la vie institutionnelle et politique: hypothèse d'ouverture. Quant à la seconde hypothèse, nous devons souligné que, de plus en plus, les pensées et les attitudes envers la vie politique et institutionnelle diffèrent de moins en moins à cause du genre, traduisant une tendance à la convergence des valeurs entre les hommes et les femmes marocaines: hypothèse de la convergence. Bien que dans la période de référence il ne s'est écoulé que seulement six années (2001-2007), les études antérieures suggèrent que le changement pourrait déjà être palpable concernant la dimension participation politique et sociale. Nous pensons observer une régression importante. Notre hypothèse repose sur les résultats des élections législatives de 2008 où le Parti justice et Développement a été vainqueur.

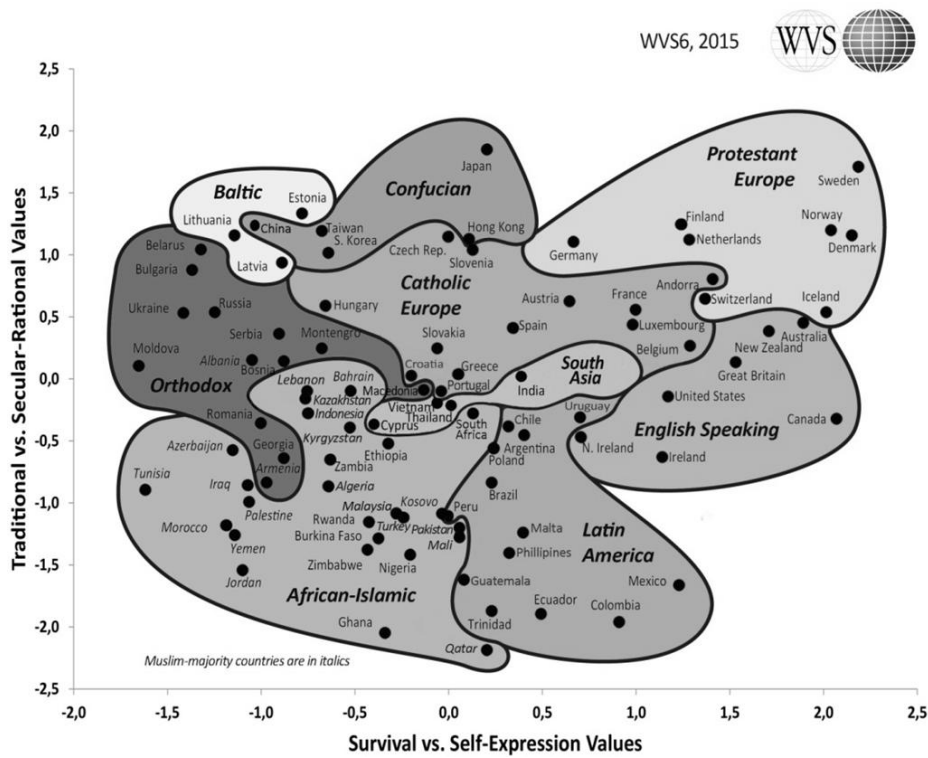
Comme le montre la figure 2, le Maroc apparaît avec une "note basse" dans deux dimensions essentielles pour mesurer le degré de modernisation (basé sur des mesures Inglehart et Welzel):

- Traditionalisme / laïcisation (-1,7) en 2007 contre (-1,4) en 2011.
- Et le matérialisme / post matérialisme (-1,2) en 2007 contre (-1,9) en 2011.

Ces résultats placent le Maroc dans la partie inférieure gauche du graphique, soit parmi les pays plus éloignés du modèle de la modernité. La sous-dimension participation politique des femmes marocaines renseignerait sur les deux dimensions, mais avec un accent particulier sur le matérialisme/post matérialisme, comme le prévoyait Inglehart dans son approche. Si la vérification à faire démontrerait une amélioration dans les attitudes des femmes à l'égard de la participation politique et sociale (ouverture) avec des données de plus en plus proches de celles des hommes (convergence), notre pronostique serait que le Maroc aura tendance à se déplacer légèrement dans les prochaines années vers le centre du

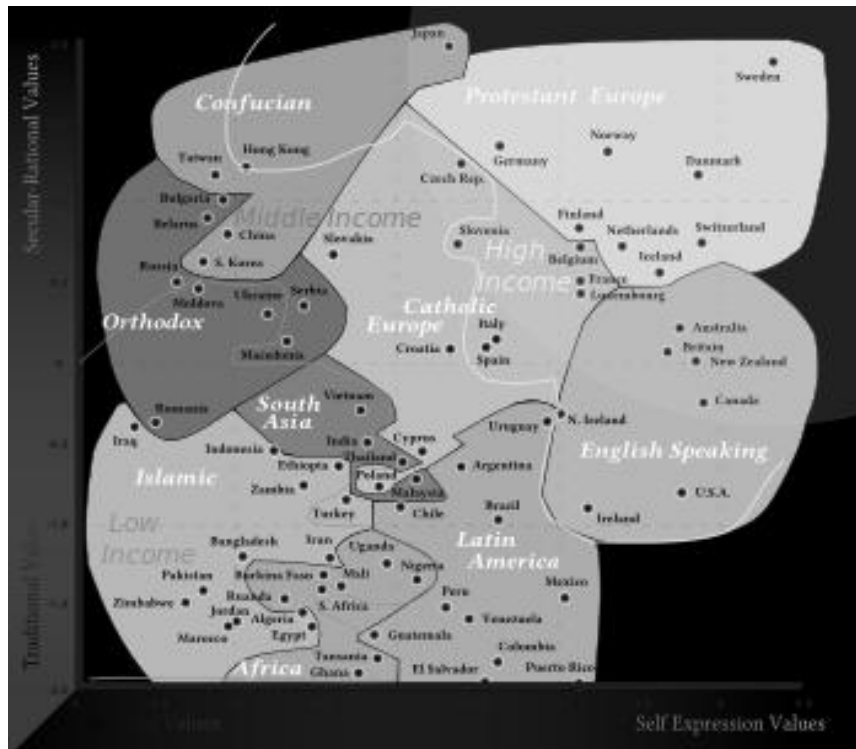
graphique avec une trajectoire diagonale vers la zone où se trouve la Turquie. Si nos conclusions sont vérifiées nous pourrions adopter cette hypothèse pour de nouvelles recherches. Bien que l'émancipation des femmes est seulement un indicateur de plus du post matérialisme et de modernisation, il se présente également comme un symptôme de changement dans d'autres domaines, tels que: l'ouverture d'une société à la participation de la femme anticipent souvent également la participation d'autres groupes défavorisés tels que les immigrants et les homosexuels (Inglehart y Welzel, 2011).

FIGURE 2: Niveau de modernisation des pays selon leur positionnement dans le graphique bidimensionnel Inglehart.



Source : Inglehart, Welzel y Kruse (WVS, 2015).

FIGURE 3: Niveau de modernisation des pays selon leur positionnement dans le graphique bidimensionnel Inglehart (2011).



Source: Inglehart et Welzel (World Value Survey, 2011).

Dans ce qui suit, nous analysons cinq indicateurs représentatifs de la dimension de la participation politique et sociale de WVS au Maroc, avec des données segmentées par genre. Dans chaque cas, nous incluons les résultats obtenus en 2001, 2007 et 2011 afin de faciliter une vue longitudinale. Il s'agit de: les principaux objectifs de l'Etat identifiés par les interviewés (1), l'importance accordée à la politique dans la vie (2), la perception de l'homme en tant que leader politique idéal (3), l'assistance à des manifestations légales et pacifiques (4) et la réaction face à l'affirmation « les hommes ont plus droit à un emploi que les femmes» (5).

IV. FEMMES ET POLITIQUE : ANALYSE DES VALEURS

Dans ce qui suit, nous analyserons les variables exposées précédemment dans le but de vérifier les hypothèses formulées dans la méthodologie.

Le tableau 1 nous permet d'apprécier les différences existantes en valeurs et intérêts publiques et économiques entre genre. La croissance économique est le but le plus urgent pour les marocains, ce qui en soi n'est pas une surprise.

Nous pouvons observer comment en 2001 la femme met en avant, dans une moindre mesure, l'importance de la croissance économique: 54,3% face à 61,3% pour les hommes. Aussi, il faut souligner l'importance que la femme attribue à la composante esthétique: 20,2% considèrent comme but nécessaire pour le pays « faire en sorte que nos villes et paysages soient plus jolis », face à seulement 13,3% pour les hommes. En 2007, la population marocaine manifeste une réponse plus significative quant à la priorité à donner au poids de la « croissance économique » sur les autres questions de l'Etat, 65,5% (au total) la choisissent comme première option, soit presque 8 points de plus qu'en 2001. En ce qui concerne 2011, la croissance économique reste une priorité pour les hommes et les femmes, mais les chiffres sont en régression par rapport à 2007. On observe un peu plus que 4 points de moins.

Dans le même ordre d'idées, la « distance » dans la vision, manifestée sur ces aspects entre hommes et femmes, se volatilise six années après (hypothèse de la convergence). Une proportion de 66,4% d'hommes opte pour la croissance économique face à 64,7% de femmes. La femme révèle des attitudes identiques à celles de l'homme pour l'ensemble des réponses. A l'exception d'une légère différence concernant l'option « que le gens puissent opiner sur la façon de faire les choses », où la femme manifeste une sensibilité supérieure à celle de l'homme : 14% face à 11,5% (hypothèse d'ouverture).

En 2011, les tendances des variables « croissance économique » et « villes plus jolies » se sont inversées entre les hommes et les femmes. Les hommes s'expriment à 58% en 2011 et 66,4 en 2007 concernant « croissance économique ». Soit un recul de 8,4 points pour les hommes. Par contre ils donnent plus d'importance à l'esthétique des villes. Les chiffres, concernant ce point, passent de 8,6% à 23,2% entre 2007 et 2011. Soit 4,5 points de plus. L'expression des femmes va aussi dans le même sens. Elles passent de 64,7% à 60% pour la « croissance économique » et donne plus d'importance à l'embellissement des villes, de 9% elles sont passées à 21,9%.

Cette perte de points pour la « croissance économique » et le regain pour « embellissement des villes » peut s'expliquer par plus de confiance en matière d'économie du pays. En effet, le rythme de la croissance économique a augmenté depuis 2001. De 2001 à 2008, la moyenne de la croissance économique a été de 5,1% et le revenu par habitant a quasiment doublé (en 2008, il est de 2850 \$). Après 2008, la croissance a baissé à 4,3% (Ministère Economie et Finances, 2015 : 6-7).

Nous pouvons alors considérer que cet élément donne moins de préoccupations aux marocains.

Concernant l'esthétique de l'espace public, il y a un regain d'intérêt.

Concernant « Que les gens puissent opiner sur la façon de faire les choses », les hommes et les femmes donnent moins d'importance à ce point. Pour les hommes, on passe de 11,5% en 2007 à 3,9% en 2011 (-7,6 points). Pour les femmes de 14 à 3,7% (-10,3 points).

Sur cette question, la nouvelle Constitution de 2011 est venue apporter une réponse juridique dans ses articles 12 (et suivants) énonçant ainsi les principes constitutionnelle de la démocratie participative. La réforme constitutionnelle a été annoncée le 9 mars 2011 et la Constitution votée le 1^{er} juillet 2011.

TABLEAU 1: Indiquez votre première option comme but étatique ou social.

OPTIONS	Total 2001	Total 2007	Total 2011	H 2001	H 2007	H 2011	F 2001	F 2007	F 2011
Réussir une augmentation de la croissance économique.	57,8	65,5	58,5	61,3	66,4	58	54,3	64,7	60
Disposer d'une forte défense militaire.	14,4	12,9	15,5	13,6	13,6	14,9	15,2	12,3	14,4
Que les gens puissent opiner sur la façon de faire les choses.	11,1	12,7	3,5	11,8	11,5	3,9	10,3	14	3,7
Faire en sorte que nos paysages et villes soient plus jolis.	16,7	8,8	22,5	13,3	8,6	23,2	20,2	9	21,9
Total	2143 (100%)	1.169 (100%)	1094 (100%)	1082	583	555	1061	586	542

Source: WVS (Maroc: 2001-2007-2011).

Légende : H: Hommes F: Femmes

Dans le tableau 2, nous pouvons constater comment en 2001 seulement 20,1% des femmes marocaines considéraient la politique « très importante » ou « moyennement importante » dans la vie. Ce pourcentage est sensiblement inférieur à celui des hommes : environ 30% d'entre eux se positionne dans ces catégories (pourcentage cumulés). Nous observons ici quelques éléments de l'ouverture du régime, comparativement à un passé récent où il existait peu de marge à la participation politique accordée à la société civile. Ces carences avaient créées chez l'ensemble de la société marocaine une grande apathie politique du fait du manque de confiance accordée aux politiciens et à la politique puisque plus de la moitié

des citoyens considéraient que la politique « n'est pas une question réellement importante » 52,2% (WVS 2001-2007).

TABLEAU 2: Importance accordée à la politique dans la vie.

OPTIONS	Total	Total	Total	H	H	H	F	F	F
	2001	2007	2011	2001	2007	2011	2001	2007	2011
Très importante	9,3	11	3,3	11,8	<u>13,5</u>	4,1	6,7	<u>8,6</u>	2,4
Moyennement importante	15,8	24,6	12,2	18,1	<u>26,2</u>	15,4	13,4	<u>23</u>	9,0
Pas assez importante	22,4	30,8	29,2	23,8	31,3	30,7	21,1	30,3	27,8
N'est pas une question réellement importante	52,5	33,6	55,3	46,3	29	49,8	58,8	38,1	60,8
Total	2201 (100%)	1123 (100%)	1159 (100%)	1102	562	583	1099	561	577

Source: WVS (Maroc: 2001-2007-2011).

Légende : H: Hommes F: Femmes

Cependant, cet aride panorama que présentaient les marocains relativement à l'intérêt accordé à la politique durant la période 2001-2007, s'est sensiblement amélioré durant ces dernières années. Selon la WVS de 2007, 31,6% des femmes considéraient « très importante » ou « moyennement importante » la politique dans la vie, alors que chez les hommes cette proportion atteint environ 40%.

Dans le groupe des interviewés, il y a eu une diminution de presque 20 points dans l'option « n'est pas une question réellement importante » (de 52,5% à 33,6%). Ces chiffres s'obstinent à dépeindre une société marocaine sans une réelle culture de participation politique, mais avec une avancée substantielle dans ce domaine durant ces six dernières années. Il s'agit d'une avancée importante dans la sensibilisation (hypothèse d'ouverture). Aussi, dans le sens de l'hypothèse de convergence, les distances pour l'intérêt entre hommes et

femmes se sont réduites significativement, avec un léger plus pour les hommes en 2007 face aux importantes différences de 2001.

Après un léger regain de confiance, envers « la vie politique » les chiffres de 2011 montrent une distanciation et une méfiance très importante. De 29,8% et 39,7% chiffres de 2001 et 2007 pour les hommes qui ont répondu « très importante » ou « moyennement importante », on passe à 19,5% en 2011. Soit une perte de 20 points en quatre années. Concernant les femmes, la perte de confiance est tout aussi spectaculaire. Entre 2007 et 2011, on observe aussi une perte de 20 points. Ces chiffres sont encore une fois confirmés par les réponses apportées à « n'est pas une question importante ». Les hommes pour cet item, passent de 29% en 2007 à 49% en 2011. Un écart de 20 points qui ne sont pas favorable à l'importance accordé à la vie politique. Les femmes quant à elles expriment un écart encore plus grand, 23 points. Comment cela peut-il s'expliquer?

L'évolution positive entre 2001 et 2007 peut s'expliquer par le bilan de travail des gouvernements de Driss Jettou, nommé en 2002 puis en 2004 à la tête du Gouvernement, et ce jusqu'en 2007. M. Jettou a boosté l'économie marocaine, 5,5% durant la période 2002-2006 contre 3,3 durant le période 1999-2001 et e malgré les aléas climatiques et la conjoncture internationale défavorable. Sous ses mandats, plusieurs avancées :

- croissance des investissements
- diminution du chômage
- libération du transport
- libération de l'audiovisuel
- réforme juridique
- électrification de zones rurales
- approvisionnement en eau de plusieurs zones rurales
- lutte contre la corruption
- encouragement au dialogue social

Aussi beaucoup de grands chantiers ont été mis en route comme Tanger Med, Vallée du Bouregrag, routes, autoroutes, logements sociaux. Ses mandats ont connu une augmentation des transferts des MRE et des investissements étrangers. Toutes ces données ont donné confiance aux marocains qui ont commencé à donner plus d'importance à la politique. Malheureusement les chiffres n'ont pas continué leur ascension.

A Driss Jettou a succédé Abbas El Fassi suite aux élections de 2007. Depuis sa nomination, les manifestations se succèdent l'une après l'autre. Il ne réussit pas à maintenir la paix sociale. Son gouvernement est qualifié d'incompétent et on le considère trop vieux pour le poste qu'il occupe. L'affaire « Al-Najat » lui est ressortie. En effet, lors de son mandat en tant que Ministre de l'Emploi dans le Gouvernement Yousfi.

En 2007, lors de sa campagne électorale, Abbas El Fassi a fait beaucoup de promesses. La majorité son restées non tenues. Le taux de chômage n'a pas baissé comme il entendait le faire. Le Régime d'assistance médicale pour les économiquement démunis (RAMED) n'a pas été généralisé comme il le prévoyait pour 2009. La perte d'emploi continue à ne pas

prévoir d'indemnité. La réforme des systèmes de retraite n'a pas bougé. Le mécontentement des marocains est général et la perte de confiance s'observe dans les chiffres analysés précédemment.

TABLEAU 3: L'homme est le leader politique idéal.

OPTIONS	TOTAL 2001	TOTAL 2007	TOTAL 2011	H 2001	H 2007	H 2011	F 2001	F 2007	F 2011
Totalement d'accord	48,9	24,8	37,3	58,9	36,6	44,1	37,9	13	29,9
D'accord	24,2	33,6	32,2	21,6	37,1	36,1	27,0	30,1	27,9
En désaccord	16,6	30,7	19,8	12,4	22,1	15,9	21,1	<u>39,2</u>	24,1
Totalement en désaccord	10,4	10,9	10,7	7,1	4,1	3,9	13,9	<u>17,6</u>	18,1
Total	1863 (100%)	1121 (100%)	991 (100%)	976	560	517	887	561	474

Source: WVS (Maroc: 2001-2007-2011).

Légende : H: Hommes F: Femmes

Le tableau 3 montre comment les femmes continuent à visualiser les hommes comme les leaders idéaux en politique. Même si ces résultats étalés sur la période (2001-2007) suggèrent qu'une proportion croissante de femmes commence à remettre en question ce qui fut pendant des siècles une réalité évidente.

En effet, les données de 2007 montrent une importante évolution dans la mentalité des citoyens marocains, aussi bien chez les hommes que les femmes. Elles sont « totalement d'accord » avec la proposition de référence avec une proportion de 13%, très loin du ressenti de 2001 soit 37,9%. De plus, 56,8% de femmes s'est montré « en désaccord » ou « totalement en désaccord » avec cette assertion (pourcentages cumulés).

Un tel changement d'attitude s'observe aussi chez les hommes, qui sont passés d'un drastique 58,9% en 2001 à un modéré 36,6% en 2007. Par conséquent, le changement de mentalité s'observe de manière conjointe dans la population, ce qui représente une bonne nouvelle pour la femme (hypothèse d'ouverture). Cette notoire manifestation de changement de mentalité est essentielle comme point d'appui pour consolider des changements postérieurs d'attitude de la femme marocaine. Selon cet indicateur, hommes et femmes tendent à converger dans leurs valeurs (hypothèse de convergence). Il est important de souligner que dans le processus d'ouverture de la femme, ce sont les femmes qui doivent en être la locomotive, mais le rôle des hommes comme agents facilitateurs du changement social est essentiel.

Les données confirment la cristallisation des changements prouvés par cet indicateur, de même que l'a fait le précédent (cf. tableau 2). La femme vote au Maroc depuis 1963 (l'indépendance du pays est acquise en 1957 et en France, les femmes votent pour la première fois dans l'histoire de leur pays en 1945).

Lors des élections locales de 2009, se sont présentés 130000 candidats, parmi eux 20.000 femmes. Parmi elles, 407 ont été élues, ce qui représente une augmentation de 250% par rapport à 2003 (127 femmes élues). De manière générale, en 2007, un quota de 10% a été imposé pour les femmes, qui a finalement été dépassés dans les sondages avec 10,8%, selon AmecoPress (2010).

Malheureusement les chiffres avancés par WVS en 2011 concernant « l'homme est le leader politique idéal » les réponses « totalement d'accord » sont en nette régression. De 36,6 pour les hommes on est passé à 44,1% et de 13% à 29,9% pour les femmes. En 2011 80,2% des hommes sont « totalement d'accord » ou 'd'accord » que l'homme est le leader politique idéal et les femmes sont 57,8%. C'est un recul énorme dans une mentalité machiste qui avait l'air d'évoluer positivement avec les chiffres de 2007, comparativement à 2001.

Aux élections communales de septembre 2015, se présentèrent 130925 candidats dont environ 27500 (soit 21%) étaient des femmes, pour pourvoir 31503 sièges. Furent élues 6673 femmes, soit presque le double du nombre de sièges décrochés par les femmes lors du scrutin de 2009. Ce qui reste très insuffisant en termes de représentativité des femmes dans les sphères publiques de prise de décision. Sans oublier que ces chiffres ont certainement été atteints à cause ou grâce au quota imposé (par l'Etat, et qui était de 30%) aux partis par en faveur des femmes. Malheureusement, les chiffres sont loin de la disposition 20% au lieu de 30% prévus, soit un écart de 10% c'est-à-dire 13092 postes qui auraient dû être occupé en plus par les femmes. On reste loin du quota de 30% et bien loin de la parité prônée par l'article 19 de la constitution de 2011.

TABLEAU 4 : Assistance aux manifestations légales.

OPTIONS	TOTAL 2001	TOTAL 2007	TOTAL 2011	H 2001	H 2007	H 2011	F 2001	F 2007	F 2011
J'ai assisté	10.7	18.3	9,3	14.3	21.5	10,3	7	15.1	8,3
Je pouvais assister	28.7	28.3	10,0	32.9	29.7	10	24.4	26.9	10,1
Je ne le ferai jamais	60.5	53.3	80,7	52.8	48.8	79,7	68.7	58	81,6
Total	2030 (100%)	1181 (100%)	1111 (100%)	1041	585	557	989	596	554

Source: WVS (Maroc: 2001-2007-2011).

Légende : H: Hommes F: Femmes

La proportion de marocains qui continuent à tourner le dos à la possibilité de se manifester reste assez élevée en 2007. Une proportion de 53,3% reconnaît qu'elle ne le fera jamais. Le principal stimulus dont a besoin un citoyen pour assister aux manifestations réside dans la relation entre cette attitude et l'obtention d'un quelconque résultat. Au Maroc, une culture démocratique encore pauvre, où le peuple rencontre de grandes difficultés pour faire pression sur les pouvoirs publics, décourage ce type de participation. Toutefois, le changement manifesté durant la période 2001-2007 indique une légère évolution en faveur des manifestations : en seulement six années on a enregistré une diminution de six points dans le pourcentage des sujets qui n'assisteraient jamais (de 60,5% à 53,3%). Durant le gouvernement Jettou, les marocains et les marocaines ont eu un peu plus confiance en la politique, puis malgré toutes les manifestations organisées durant le gouvernement Abbas El Fassi, les citoyens ont perdu espoir de voir des choses avancer.

La femme se montre encore plus réticente que les hommes dans la participation aux manifestations (15,1% contre 21,5% en 2007 et 8,3% contre 10,3% en 2011), confirmant ainsi son rôle secondaire dans la participation politique dans laquelle la place la tradition. Mais en la comparant aux données de 2001, nous voyons à nouveau un revirement significatif (de 7% à 15,1%). La perspective longitudinale nous permet de confirmer la tendance à l'ouverture de la participation politique (hypothèse d'ouverture). En outre, les distances hommes/femmes ont été réduites de façon drastique. En 2001, le pourcentage d'hommes qui avaient assisté à une quelconque manifestation a doublé celui des femmes (14,3% contre 7%), tandis qu'en 2007, la distance et, surtout, la proportion a été réduite de manière significative (21,5% vs. 15,1%), en cohérence avec l'hypothèse de convergence. Puis malgré la baisse observée chez les femmes et chez les hommes, l'écart se rapproche en 2011, 8,3% et 10,3%. L'effet de la Moudaouana (ou Code de la Famille) commence à faire évoluer les mentalités entre les femmes et les hommes. La coresponsabilité des époux par rapport aux enfants commence à être intégrée.

La constitution de 2011 et de facto de l'orientation des pouvoirs publics vers plus de participation de la société civile dans les affaires publiques a aussi encouragé les femmes à porter davantage leurs voix.

TABLEAU 5: “Les hommes ont plus le droit à un emploi que les femmes”.

OPTIONS	TOTAL 2001	TOTAL 2007	TOTAL 2011	H 2001	H 2007	H 2011	F 2001	F 2007	F 2011
D'accord	82,9	50,8	64,1	88,2	65,1	79,0	77,7	36,7	49,5
En désaccord	11,8	33,2	32,8	7,2	20,5	19,8	16,2	45,6	45,8
Ne se prononce pas	5,3	16	3,1	4,6	14,4	1,3	6	17,6	4,8
Total	2258 (100%)	1181 (100%)	1134 (100%)	1115	585	564	1142	596	570

Source: WVS (Maroc: 2001-2007-2011).

Légende : H: Hommes F: Femmes

En 2001, des échantillons de la prise de conscience de la population marocaine sur la prévalence de l'emploi des hommes sur les femmes ont été forts. Près de 83% des questionnés ont manifesté leur accord avec cette affirmation. De plus, ce chiffre ne reculait pas trop en le ramenant aux opinions des femmes (77,7%). Dans cette circonstance, le rôle des institutions marocaines pèse beaucoup. Celles-ci conçoivent une structure du foyer familial où la femme est le soutien et l'axe de toutes les activités, tandis que l'homme est projeté vers l'extérieur pour participer à tous les domaines de la vie publique et aussi obtenir des revenus. Ainsi, le statut de la femme a toujours été relégué au second plan. Aussi la structure du marché du travail marocain reste encore loin de la situation dans les pays occidentaux où le modèle de travail en dehors du foyer prévaut pour les deux conjoints. Cette adaptation nécessite un processus de transition complexe. Le Maroc tardera pour générer assez d'emplois pour s'adapter aux exigences futures des femmes.

Cependant, nous avons observé comment en seulement six années depuis 2007 le changement des données qui s'est produit est phénoménal. L'ensemble des interviewés a diminué de près de moitié leur soutien au droit au travail de l'homme, au détriment des femmes (82,9% contre 50,8). La baisse est encore plus radical s'agissant de la segmentation par les femmes (77,7% contre 36,7) et près de la moitié d'entre elles (45,6%) est déjà en désaccord avec ce vieux pilier de la société marocaine. Chez les hommes, nous devons souligner qu'ils sont passés de 7,2% qui étaient en désaccord avec la phrase de référence en 2001, à près du triple du pourcentage en 2007 (20,5%). Cette variation fournit des exemples intéressants de changement de la mentalité masculine, si nécessaire dans le processus d'intégration institutionnelle des femmes quel que soit le pays (hypothèse de convergence). En outre, l'ensemble des données analysées reflète une énorme accélération dans le changement du système de valeurs socio politiques, puisque cette collecte de données concerne une période de seulement six années (hypothèse d'ouverture).

Les données provenant de sources publiques viennent corroborer les effets du phénomène. Selon les rapports de la Banque mondiale en 2005, 21 % des fonctionnaires étaient des femmes à cette date, et le Maroc comptabilisait plus de 10.000 femmes qui étaient des « patronnes » : femmes entrepreneures de petites et moyennes entreprises qui offrent un emploi à d'autres citoyens, hommes ou femmes marocains.

Malheureusement les chiffres connaissent une régression en 2011. Les femmes « d'accord » en 2011 sont 49%, alors qu'en 2007 elles n'étaient que 36,7%. Les hommes « d'accord » en 2011 sont 79% contre 65,1% en 2007.

V. CONCLUSION

Malgré les difficultés rencontrées par les femmes pour consolider leur participation politique au Maroc le Rapport sur le Développement Humain 2006 avait déjà mis en évidence des réalisations significatives et des indices de changements : " la femme marocaine a eu un rôle important dans l'évolution du potentiel humain dans le Maroc indépendant. Après une période au cours de laquelle la grande oubliée du processus de développement humain a pu réaliser, après une longue lutte, des progrès qui sont aujourd'hui unanimement reconnus. La preuve en est la réforme du Code de la Famille et du Code de la Nationalité. Ces progrès récents signifient le couronnement de l'action constante d'un mouvement féminin dynamique, militant et persévérant" (RDH, 2006a: 11).

Les résultats de la WVS -2001, 2007 et 2011- montrent encore d'énormes lacunes dans la conscience politique, élément de base et décisif pour démarrer une mobilisation sociale. Le mouvement de la femme au Maroc est dirigé par un seul secteur des femmes et limité aux zones urbaines, et rappelons-nous que les données montrent encore que les femmes préfèrent les hommes en tant que dirigeants politiques et institutionnels. Dans ses revendications, la femme émerge timidement mais elle doit assumer un vrai changement de cap. Il est vrai que surmonter les obstacles structurels des institutions traditionnelles dans les zones rurales est présenté comme une mission difficile. Rappelons que dans ce milieu, tout progrès passe par la diminution de l'analphabétisme, encore scandaleusement élevé dans les zones rurales. Cependant, nous devons valoriser les progrès importants réalisés par les femmes marocaines dans le monde islamique (rappelons que, malgré tout, le Maroc est à l'avant-garde des pays musulmans en termes de réformes sociales). Ses réalisations dans le monde associatif, la formation et l'accès à un emploi rémunéré sont remarquables et ont été concrétisées en moins de quarante ans. Le changement est en marche.

Le mouvement des femmes progresse lentement mais de façon continue, au moins perceptible dans ses valeurs sur une période de 6 ans (2001-2007) malgré la régression observée en 2011. Il s'agit d'une société de plus en plus ouverte à la participation de la femme dans la vie politique et institutionnelle du pays, axée de plus en plus vers des rôles actifs (hypothèse d'ouverture). En outre, l'« hypothèse de convergence » est confirmée: les deux sexes présentent chaque fois un peu plus des différences mineures dans leurs valeurs sociales et politiques, parfois même insignifiantes dans certains des indicateurs analysés. Ce processus de convergence a déjà été vécu dans les pays occidentaux qui ont conduit le mouvement des femmes.

En définitive, nous devons conclure que les deux hypothèses formulées dans cette étude ont été confirmées par les indicateurs analysés (WVS: 2001-2007). En outre, les attentes générées par les résultats de la phase qualitative se sont vérifiées. Le mouvement des femmes au Maroc est en marche, même s'il se développe progressivement, avec une participation institutionnelle des femmes de plus en plus intense. Le Royaume est en passe de devenir une référence pour le monde islamique et leurs femmes. L'ouverture aux institutions permet également une augmentation de ses réseaux sociaux (historiquement attaché à la famille élargie), et ces réseaux génèrent un capital social qui réaffirme le statut du sujet et le rend plus puissant. (Requena, 2008).

Nous devons confirmer le retard des femmes dans la participation sociale et d'autres indicateurs de la modernisation en comparaison au groupe large de pays qu'Inglehart représente dans son plan à deux dimensions relatif aux données de modernisation 2005. Cependant, une observation plus détaillée, profonde, longitudinale et dans le contexte d'un facteur aussi important que l'ouverture à la participation de la femme, suggère que le processus de changement est ouvert et que le Maroc, dans les deux prochaines décennies, pourrait devenir l'un des pays qui se déplacent en diagonale vers le centre du plan de Inglehart, vers la zone où se situe la Turquie (voir figure 1).

D'autre part, nous ne devons pas oublier le caractère intégral que doit acquérir le processus. Tout comme il ressort que les institutions traditionnelles sont encore et encore dans l'esprit des hommes et des femmes. Le changement doit aussi passer par un

changement progressif de mentalité chez les hommes, protagonistes et coresponsables essentiels du processus (Kauffman, 2007).

Les causes essentielles du progrès comprennent l'influence extérieure, le travail rémunéré, les salaires et la formation. L'homme commence à contempler la femme avec d'autres yeux depuis que certaines de leurs femmes apportent un revenu essentiel pour la subsistance du foyer familial. Dans le même temps, la génération de revenus augmente la perception de l'indépendance du conjoint. Par conséquent, la résistance au changement que manifestent les hommes du fait que les femmes prennent plus de responsabilités en dehors du foyer est un phénomène aussi naturel que surmontable. La contribution importante des femmes -travaillant à l'extérieur comme à l'intérieur dans de nombreux cas- sera l'un des éléments qui les amèneront à réfléchir et à assimiler le changement changer dans la population masculine.

Dans le cas des démocraties occidentales, le développement de leur histoire et les circonstances entourant les femmes ont été tout à fait différentes de ceux des pays musulmans. Alors que même les facteurs qui ont conditionné la construction des rôles de genre dans les pays occidentaux sont très particuliers, avec des différences significatives entre certains lieux et les autres. Ainsi, nous pouvons observer les différences importantes sur le rôle des femmes dans des pays tels que l'Italie et la Finlande. Leurs femmes ont progressivement construit leur rôle à partir de facteurs culturels et contextuels différents vécus dans un pays ou l'autre, dans la direction de ce caractère centripète et endogène qui doit prévaloir dans le mouvement (Solé, 1997). Dans le même ordre d'idées, une de nos informatrices du groupe de discussion affirmait: "Attendons de voir si les Occidentaux comprennent une fois pour toute que nous ne voulons pas être comme eux, je vis avec ma religion et mes traditions étant très fier d'être musulmane, et je commence à être fatiguée de voir les français ou les espagnols essayer de me convaincre que pour « être mieux », je dois leur ressembler. Ce n'est pas aussi simple que d'être en mesure de ressembler à une parisienne ou mettre une minijupe ou même encore que j'entende quelqu'un me dire « pourquoi tu n'enlèves pas cela? Non, c'est plus profond que cela, plus compliqué que cela et c'est à nous de prendre en main notre changement à notre rythme et à notre manière. Cela suppose ressembler ou se rapprocher de l'Occident? Oui, mais ce n'est pas être une photocopie de l'autre". (Hilal y Vallejo, 2008).

La collaboration du mouvement des femmes avec les pays occidentaux devrait être étroite et intense. La femme occidentale a été à l'avant-garde du changement, qui a été accompli au XXe siècle, plus que jamais dans toute son histoire. Maintenant, les institutions occidentales collaboratrices devraient prendre considérer que le modèle culturel extérieur qu'apporte l'Occident ne l'autorise pas à porter la baguette magique du changement. Il est d'une question propre, émanant de la nature de ce peuple, de sa culture et de son histoire. La femme marocaine doit échelonner le processus en fonction de ses besoins et de ses projets, en essayant de maintenir le difficile équilibre entre modernité et traditions islamiques. En définitive, les femmes doivent diriger et prendre la tête de leur propre changement: selon leur style, à leur manière et à leur propre rythme.

VI. BIBLIOGRAPHIE

- ALBERDI, I.; ESCARIO, P. y MATAS, N. (2000). “Las mujeres jóvenes en España”. Fundación La Caixa, Colección Estudios Sociales, N° 4.
- ALCALDE, R. (2002). “Las mujeres marroquíes en Cataluña: entre la transgresión y el cambio”, in *Revista Catalana de Sociologia*, N° 18. pp. 27-44.
- BENAMAR, J. y FERNANDEZ ALLES, J.J. (2010). *La gestión pública fronteriza en el Estrecho de Gibraltar: interacción, competencia y complementariedad*, Ifzarne, Tánger.
- BENAMAR, J. y FERNANDEZ ALLES, J. J. (2011). *Estudios sobre gobierno y desarrollo en el contexto del Estrecho de Gibraltar*. Ifzarne, Tánger
- CAMARERO, M. (2003). “La mujer: clave del desarrollo rural”. Consejería de Agricultura y Pesca, Junta de Andalucía. (Informe).
- CHAFAI, L (2007). “Las mujeres, sujeto de marginalización en Marruecos”. *Mujeres en red*, Abril, Madrid, en <http://www.nodo50.org/mujeresred/marruecos-leila.htm> (consulta 02/02/2016).
- EMV (2010-2014), “World Values Survey Wave 6: 2010-2014n”, en <http://www.worldvaluessurvey.org/WVSONline.jsp>, <http://www.worldvaluessurvey.org/WVSDocumentationWV6.jsp> (consulta 29/01/2016).
- GONZÁLEZ FERRERA, G.; BENAMAR, J. y Col. (2006). *Estudio sobre la situación de las mujeres a ambos lados del Estrecho de Gibraltar*. Instituto Andaluz de la Mujer, Sevilla.
- GONZÁLEZ FERRERA, G.; BENAMAR, J. y Col. (2008). *Análisis de los flujos migratorios entre el Norte de África y el Sur de Andalucía*. Junta de Andalucía, Sevilla.
- HILAL, L. y VALLEJO PEÑA, F. A. (2009). *La identidad de la mujer marroquí actual*. PCI AECID A/014281/07, Málaga, Ifzarne, Tánger.
- HILAL, L. y VALLEJO PEÑA, F. A. (2008). *La identidad de género de la mujer marroquí. Nuevas perspectivas*. PCI-Mediterráneo, Málaga, Ifzarne, Tánger.
- INGLEHART, R. y WELZEL, C. (2011). “Cultural map of the word” . *Word Values Survey 2009*, http://www.worldvaluessurvey.org/wvs/articles/folder_published_dase54 access 2011
- INGLEHART, R.; WELZEL, C. y KRUSE, S. (2015). “Testing the Emancipatory Theory of Democracy”, en <http://www.worldvaluessurvey.org/AJPublications.jsp?CndPUTY=PE=2&PUID=>
- KAUFFMAN, A. (2007). *Mujeres directivas: transición hacia la alta dirección*. Centro de Investigaciones Sociológicas, Madrid.
- LERNER, G. (1990). “La creación del patriarcado”. Editorial Crítica Barcelona, p. 23.

- MERNISSI, F. (1999). *El barén político: el profeta y las mujeres*. Ediciones del Oriente y del Mediterráneo, Madrid.
- MINISTÈRE ECONOMIE ET FINANCES (2015). “Tableau de bord des indicateurs macroéconomiques”. Rapport interne, Rabat, pp. 6-7.
- RAMÍREZ FERNÁNDEZ, A. (2004). “¿Oriente es Oriente? Feminismo e islamismo en Marruecos”. *Revista Internacional de Sociología*, nº 39, pp. 9-33.
- RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN (2016), <http://hdr.undp.org/fr/content/rapport-sur-le-d%C3%A9veloppement-humain-2006>
- RDH (2006a). “Cincuenta años de Desarrollo Humano”. Perspectiva 2025, IEMED, Barcelona (informe).
- RDH (2006b). “El Porvenir se construye y lo mejor es posible”. RDH50 Marruecos (síntesis)”, Barcelona.
- REQUENA, F. (2008). “Redes sociales y sociedad civil”. Centro de Investigaciones Sociológicas, Madrid, Colección Monografías, Nº 256.
- SOLÉ, C. (1997). *Acerca de la modernización, la modernidad y el riesgo*. REIS, Centro de Investigaciones Sociológicas, Madrid, Nº 80, pp. 111-132.
- SORIANO MIRAS, R.M. (2004). “Auto percepción subjetiva de la inmigración: la mujer marroquí”, Aula intercultural, p. 19, FETE-UGT, disponible en www.aulaintercultural.org (consulta 20/04/2016).

Artículo sometido a proceso de revisión por pares.

RECIBIDO: 1 de septiembre de 2016.

ADMITIDO : 12 de octubre de 2016.